

avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il a d'ailleurs déclaré l'autre jour,—et j'espère qu'il ne croira pas que je le cite à faux en paraphrasant sa déclaration,—que notre déficit commercial ne l'inquiétait guère puisque ce n'est qu'un indice d'expansion. Je dois dire qu'il s'en inquiétait davantage lorsqu'il siégeait de ce côté-ci de la Chambre. En vérité, le ministre des Finances s'est montré beaucoup plus inquiet à ce sujet que le ministre du Commerce. Il est si inquiet qu'il a sermonné nos amis pour les amener à rendre leur politique commerciale plus libérale sous peine d'encourir l'inimitié du gouvernement canadien.

Mais qu'ont fait au pays ces prêcheurs pendant qu'ils sermonnaient nos amis de l'extérieur? Ils ont inquiété les Japonais, monsieur l'Orateur. Je devrais peut-être me montrer un peu plus respectueux et dire qu'ils ont inquiété le gouvernement japonais qui est actuellement notre troisième client en importance. Nous aurons autre chose à dire à ce sujet au cours du débat. Il va sans dire qu'ils ont déjà écarté toute démarche du Royaume-Uni tendant à rendre plus libres les échanges commerciaux avec le Canada. Ils ont provoqué des représailles en subventionnant les exportations. Le ministre de l'Agriculture doit être un peu inquiet, à ce sujet, en ce moment. Ces messieurs ont haussé les droits de douane et imposé des évaluations arbitraires. Entre temps, ils minimisent le nouveau danger et espèrent que les événements tourneront pour le mieux du côté de l'Europe.

Depuis deux ans le gouvernement est resté absolument inerte en face des nouveaux aspects du commerce international qui se manifestent maintenant et à l'égard desquels il montre à l'heure actuelle un vif intérêt. Le ministre du Commerce ne s'affole cependant pas trop, car en partant l'autre jour pour Washington ou Paris, je crois,—il est difficile de le suivre ces jours-ci et je ne le critique pas là-dessus car je sais que sa fonction exige bien des voyages,—il a dit et il acceptera cette citation, j'espère:

La situation n'est pas aussi grave que certains ont été amenés à le croire.

Qu'allons-nous faire? Allons-nous emboîter le pas aux États-Unis, laisser M. Dillon se rendre dans ces pays et aller ensuite à Washington chercher le compte rendu des événements?

Nous, de ce côté-ci de la Chambre, avons signalé au gouvernement, à plus d'une reprise, l'importance croissante et même les dangers de ce cheminement de l'Europe vers l'intégration économique. Déjà en janvier 1958, je disais à Vancouver que nous devrions

essayer immédiatement de voir si le libre-échange au sein de la Communauté atlantique ne serait pas la meilleure solution à nos problèmes commerciaux. Puisqu'on parle tellement de cette question à l'heure actuelle, jusqu'au premier ministre qui, il y a quelques semaines, à Halifax, a souhaité ardemment une plus grande liberté des échanges commerciaux parmi le groupe de l'Atlantique, il me sera peut-être permis de consigner au hansard ce que j'ai dit à ce sujet au nom de mon parti en janvier 1958. A Vancouver j'ai déclaré ceci:

Il y a en Europe six pays qui sont prêts à former une union douanière qui donnerait lieu à des ententes de libre-échange avec le Royaume-Uni et peut-être aussi avec les pays scandinaves et le reste de l'Europe continentale. Une fois ces ententes conclues, on aura tendance dans certaines parties de ce vaste secteur à pratiquer un isolationnisme économique de l'Europe. Ces pays ont essayé sans trop de succès de s'assurer un accès plus facile sur le marché américain; il se peut très bien maintenant qu'ils ne voient d'autre solution qu'un groupement économique plus vaste qui leur soit propre et aussi indépendant que possible. Ce serait malheureux qu'un tel état de choses se produise.

Ce serait tragique, tant au point de vue politique qu'au point de vue économique, si le monde libre se morcelait en blocs économiques distincts tandis que le monde soviétique demeurerait une seule et gigantesque entité commerciale.

Il est de plus en plus manifeste que les dirigeants soviétiques visent davantage à conquérir par des procédés économiques utilisés et dirigés par les mêmes moyens et aux mêmes fins que le sont les armes diplomatiques et militaires de ce gouvernement.

L'Ouest se rend compte petit à petit,—trop lentement peut-être,—de ce changement important dans la politique soviétique et de la nécessité d'agir pour parer à ce danger. Si les déclarations d'interdépendance émanant de Washington et de Paris signifient quoi que ce soit, elles doivent vouloir dire une coordination plus étroite de nos initiatives sur le plan économique et scientifique au sein de l'OTAN. A la longue, les alliés ne pourront plus travailler de concert à leur défense commune tout en rivalisant de plus en plus sur le plan économique.

Par conséquent, si nous ne voulons pas affaiblir la coalition occidentale, et si, au Canada, nous ne voulons pas affronter seuls les États-Unis ni compter trop sur eux au point de vue économique, ce que nous avons de mieux à faire, c'est de chercher l'interdépendance économique au sein de la communauté de l'Atlantique Nord au moyen d'échanges plus libres...

Pour le Canada, une zone nord-atlantique où les échanges se feraient le plus librement possible signifierait certes un bien plus grand marché d'exportation aux États-Unis et en Europe; des frais de production moins élevés pour bien des industries canadiennes et un abaissement du coût de la vie, j'espère, pour les consommateurs canadiens.

Peut-être...

Et ceci était en janvier 1958...

... est-ce le moment de présenter et de pousser cette proposition. Les pays de l'Europe occidentale ont désiré des échanges plus libres avec l'Amérique du Nord et ont senti que l'OTAN ne pouvait survivre en tant qu'alliance militaire sans devenir une communauté économique et politique plus étroitement coordonnée que maintenant. Cependant, dès que ces pays auront commencé à rajuster